

SECRETARIAT D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS
COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES

ACTES DU 101^e CONGRÈS NATIONAL
DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Lille, 1976

Section d'histoire moderne et contemporaine

TOME II

(EXTRAIT)

Robert DEMOULIN

L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE POLITIQUE
EN WALLONIE DE 1830 A 1914

PARIS
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
1978



L'ÉVOLUTION DE LA PRESSE POLITIQUE EN WALLONIE DE 1830 A 1914

par Robert DEMOULIN

La liberté de la presse a été une des revendications essentielles des hommes qui ont préparé la Révolution de 1830 d'où devait sortir l'Etat belge. Les Wallons y ont pris une large part. C'est à Liège que, dans le *Mathieu Laensbergh* du 21 mars 1827, s'était exprimé avec clarté Paul Devaux lorsqu'il avait répondu à l'invitation de Constantin de Gerlache de mettre un terme aux rivalités divisant catholiques et libéraux face à un pouvoir dominateur. La presse avait joué un rôle considérable dans la formation de l'opposition nationale belge en 1830 : sans doute ne s'adressait-elle qu'aux censeurs, mais au cours des journées révolutionnaires, sa lecture électrisait les masses. Dès le 4 août 1830, le gouverneur de la province de Liège, le Hollandais Sandberg, écrivait en français au ministre de l'Intérieur à La Haye : « Toujours la même ardeur pour les nouvelles de France et toujours dans le même esprit : les groupes [*sic*] se réunissent toujours à l'arrivée de la poste, les gazettes supplétoires ont leur tour et hier au soir, 200 numéros ont été enlevés par le faubourg de Herstal qui (excepté les cabarets) ne contient pas vingt personnes aisées. L'intérêt est toujours tel que l'on lit les journaux devant les groupes du haut d'une borne, et même sur la route de Chaudfontaine¹... »

Les poursuites du gouvernement royal n'avaient pas découragé les journalistes patriotes. A Liège, D. Stas et Kersten, du *Courrier de la Meuse*, Lebeau et les frères Rogier du *Mathieu Laensbergh*, devenu *Le Politique* le 1^{er} janvier 1829, à Tournai, Barthélemy du Mortier du *Courrier de l'Escaut*, à Namur, Braas et Lelièvre du *Courrier de la Sambre*, à Verviers, Eugène Coumont du *Journal de Verviers* ont combattu

1. Robert DEMOULIN, « Contribution à l'histoire de la Révolution de 1830 à Liège », dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. LX, 1936, p. 2-3.

la politique gouvernementale avec hardiesse. Une fois la Révolution victorieuse, plusieurs d'entre eux vont exercer de hautes fonctions dans le nouvel Etat. Charles Rogier fut membre du gouvernement provisoire dès sa constitution alors que le canon tonnait toujours à Bruxelles. Le Hutois Joseph Lebeau, fondateur avec Rogier du *Mathieu Laensbergh*, fut choisi par le régent pour diriger la diplomatie belge dans la période dramatique de 1831. Paul Devaux, le mentor du Parti libéral, avait collaboré aussi au journal liégeois, et Jean-Baptiste Nothomb, l'homme d'Etat unioniste, y avait fait ses premières armes. Les débats au Congrès national sur la liberté de la presse ne provoquèrent pas d'éclats, celle-ci répondait aux vœux des vainqueurs d'un pouvoir qui avait voulu la museler. La liberté de la presse fut reconnue dans l'article 18 : « La presse est libre ; la censure ne pourra jamais être établie, et il ne peut être exigé de cautionnement des écrivains, éditeurs ou imprimeurs. Lorsque l'auteur est connu et domicilié en Belgique, l'éditeur, l'imprimeur ou le distributeur ne peut être poursuivi. » Deux autres articles de la Constitution, les articles 96 et 98, précisent qu'en matière de presse, le huis-clos ne peut être prononcé qu'à l'unanimité et que le jury est établi en toutes matières criminelles et pour délits politiques et de presse.

La liberté de la presse favorisa la création de nouveaux journaux, exprimant les diverses tendances de l'opinion et celles-ci étaient nombreuses en 1831 : patriotes et orangistes, réunionnistes et indépendants, divisés en monarchistes et républicains, et chacun de ces groupes divisés en catholiques et libéraux luttaient pour le pouvoir. Dans des journaux de quatre pages, à deux ou trois colonnes, aux nouvelles brèves, aux commentaires ramassés où l'on trouvait cependant de solides articles de fond, les diverses thèses étaient exposées avec passion. Pendant quelques années, l'unionisme, conciliation difficile des ambitions catholiques et libérales, garda ses fidèles. Cependant, les catholiques étaient eux-mêmes divisés, mais que de nuances dans ces divisions : ainsi, le *Courrier de la Meuse* défendit l'indépendance de la Belgique et l'Union des catholiques et des libéraux, mais il publia dès le 1^{er} septembre 1832 l'encyclique *Mirari vos* et son rédacteur en chef, un brillant journaliste, Pierre Kersten, devait défendre Rome avec habileté. En mai 1834, il abandonna la rédaction du *Courrier de la Meuse* et fonda le *Journal historique et littéraire*, revue mensuelle catholique d'une haute tenue qui, pendant trente ans, exposa avec vigueur des conceptions antimennaisiennes puis anti-libérales, sur le plan pratique². A l'autre bout de la Wallonie, près d'ici, à Tournai, l'autre tendance, favorable à

2. André CORDEWIENER, *Etude de la presse liégeoise de 1830 à 1850 et répertoire général*, Louvain-Paris, 1972 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 71), p. 171-180.

Lamennais, fut défendue par *Le Courrier de l'Escaut*. Le groupe progressiste maintint son ascendant dans la région pendant plusieurs années³.

Les libéraux étaient aussi divisés. Ainsi à Liège, au *Politique*, organe du libéralisme unioniste dont l'influence décrut progressivement après 1831, s'opposait le *Journal de Liège*, doctrinaire, fermement anticlérical. A la fin de 1835, des libéraux progressistes lancèrent *L'Espoir*, après avoir réuni quelques actionnaires, notamment les frères Adolphe et Félix Bayet, radicaux de tendance républicaine.

A la suite de péripéties de politique nationale et locale en 1841, *Le Politique* et *L'Espoir* fusionnèrent sous le nom de *La Tribune*, organe de l'opinion libérale, « sagement progressiste » plus modéré que *L'Espoir*. Mais, en 1845, des luttes sévères déchirèrent l'*Association de l'Union libérale* de Liège et la scission opposa les progressistes de l'*Union libérale* aux éléments plus mûrs de l'*Association libérale*, et les frères Bayet lancèrent *Le Libéral liégeois* pour soutenir leurs idées avancées.

Enfin, pendant onze ans, du 1^{er} janvier 1831 au 31 décembre 1841, *L'Industrie*, de tendance libérale, défendit avec passion l'orange et regrettait amèrement le royaume des Pays-Bas.

Depuis 1840, à la suite de la constitution du premier cabinet libéral homogène, la lutte entre catholiques et libéraux devint toujours plus vive. En 1846, le premier congrès libéral rassembla les forces de gauche du pays. La Révolution de 1848 eut sur le développement de la presse une influence profonde : le droit de timbre qui frappait même les journaux distribués gratuitement fut supprimé par une loi du 25 mai 1848. Cette mesure favorisa la création de journaux régionaux et locaux. Des imprimeurs se risquèrent dans une nouvelle carrière ; cependant, il semble bien qu'en province, les considérations idéologiques jouèrent plus que le souci de gains financiers. Des familles d'imprimeurs défendirent durant des années des idées chères dans des circonstances difficiles. Cependant, des initiatives plus hardies et moins désintéressées furent à l'origine de certaines créations. Revenons à Liège où la vitalité et la diversité du libéralisme se manifestèrent souvent par la naissance de journaux de tendances différentes⁴. Le 7 janvier 1856, un banquier, Jules Nagelmackers, des industriels, dont le président de la Chambre de commerce, un avocat,

3. Henri HAAG, *Les origines du catholicisme libéral en Belgique (1789-1839)*, Louvain, 1950, p. 186 et 250.

4. Nous renvoyons à « L'évolution de la presse liégeoise de 1850 à 1914 », de Paul GÉRIN et Marie-Louise WARNOTTE, dans *La presse liégeoise de 1830 à 1914. Répertoire général*, Louvain-Paris, 1971 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 65).

Charles de Thier et son frère Léon qui avaient collaboré à *L'Organe de Huy*, firent paraître un nouveau quotidien, qui existe toujours, *La Meuse*. Ses fondateurs étaient soucieux des intérêts économiques de la région et attentifs à la suprématie du pouvoir civil. Avec moins de rigueur cependant que le *Journal de Liège*, elle prit position pour le libéralisme doctrinaire. Le chef du parti doctrinaire, Frère-Orban, avait regretté sa naissance : « Sous prétexte de défendre les grands, elle a formé, armé et discipliné les petits. Elle n'a d'autre raison d'être que de jeter la division dans les rangs libéraux. Elle a réussi », écrivait-il à son ami Fléchet le 1^{er} novembre 1857⁵. Devenue en 1883 propriété des deux frères de Thier, constituée en société anonyme en 1900, *La Meuse* resta jusqu'après la Première Guerre mondiale une entreprise familiale⁶.

Les relations s'améliorèrent dans la suite, mais les vrais progressistes causèrent des soucis plus sérieux aux doctrinaires liégeois. Les progressistes avaient toujours été actifs à Liège. Après *L'Espoir*, ils avaient lancé *La Tribune* et le 1^{er} janvier 1863, *L'Echo de Liège* sortait de presse, un docteur en médecine, Festraerts, y joua un rôle important. Des difficultés judiciaires et financières amenèrent son remplacement, le 1^{er} janvier 1869, par *L'Avenir*, qui fut réduit à partir du 4 avril 1872, quand il s'intitula « Organe du parti libéral démocratique », à ne paraître que trois fois par semaine ; il disparut en 1876.

Dans les années 1880, plusieurs journaux de tendance progressiste furent publiés avec un succès relatif. *Le Perron liégeois* d'octobre 1879 au début de 1883, *L'Observateur* en 1880, *La Liberté* en 1883 ; *La Ligne droite*, la même année, succédait au *Perron liégeois*, il reprenait le sous-titre de *L'Avenir*, « organe du Parti libéral démocratique », et promettait de traquer les abus et les mandataires trahissant leurs mandats ; il disparaissait en 1884. Le 16 mars 1884, *La Justice* paraissait pour la première fois. Ce journal déclarait « la guerre aux privilèges, aux faveurs, aux abus ». Son but était « la défense du faible contre le fort, de l'ilote contre le vainqueur ». « Notre bannière sera celle du Progrès et de la Libre Pensée, notre voie celle de la Démocratie » et de constater que « le Parti libéral a de nombreux défenseurs, mais la plupart de ses journaux appartiennent à la finance, à la grande industrie. Le peuple, le vrai peuple a droit à une tribune⁷ ». En 1885, des

5. Gaston BRAIVE, « Les groupes de presse belges en 1858 », dans la *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XLV, 2, 1967, p. 429.

6. Denise LAMBRETTE, *Le Journal « La Meuse ». 1855-1955*, Louvain-Paris, 1969 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 55), *passim*.

7. *Ibid.*, p. 30 et 356.

intellectuels de gauche lancèrent un organe hebdomadaire de la démocratie libérale, *La Bataille*, qui devint *L'Echo de Liège*, organe libéral-progressiste, le 1^{er} janvier 1889. Les progressistes liégeois avaient leur quotidien depuis le 4 décembre 1892. Des avocats, des hommes politiques, des industriels, un professeur d'université, Maurice Wilmotte, avaient fondé *L'Express* dont la rédaction fut confiée à un journaliste de métier, Georges Masset, rédacteur au journal bruxellois *La Réforme*.

Tant à la ville de Liège que dans l'arrondissement, le conflit politico-religieux divisant la bourgeoisie censitaire s'est toujours terminé à l'avantage des libéraux. Les catholiques disposaient cependant d'un journal de qualité, la *Gazette de Liège*, resté pendant plus d'un siècle aux mains d'une famille. La dynastie des Joseph Demarteau a joué un rôle considérable dans le monde de la presse liégeoise. La *Gazette de Liège* avait succédé au *Courrier de la Meuse* qui, rappelons-le, avait exercé une profonde influence au temps de l'unionisme. En 1837, le *Courrier de la Meuse* avait absorbé le quotidien catholique bruxellois *Le Conservateur belge* et, fait exceptionnel, pendant quatre ans, les abonnés de ce journal reçurent la feuille liégeoise⁸. Mais l'indépendance de son propriétaire, Stas, n'enchantait pas l'évêque de Liège, l'autoritaire Mgr Van Bommel. Celui-ci fit paraître, le 4 avril 1840, un journal tri-hebdomadaire, la *Gazette de Liège*. Stas s'étant fixé à Bruxelles où il fonda le *Journal de Bruxelles*, le *Courrier de la Meuse* disparut ; le 1^{er} janvier 1841, la *Gazette de Liège* devint un quotidien. Son rédacteur, Joseph Demarteau, en acquit la propriété, soutenu par les membres d'une association catholique, l'évêque gardant la rédaction sous sa surveillance⁹. En 1848, J. Demarteau prit des initiatives en publiant des doublures et des éditions populaires comme *Les Nouvelles du jour*. Au xx^e siècle, *Le Patriote*, journal catholique bruxellois de la famille Jourdain, lança une feuille populaire concurrente, *Le National liégeois*. Ainsi, à travers les décennies, contre vents et marées, dans un milieu souvent hostile, la *Gazette de Liège* défendit ses positions ultramontaines et conservatrices. Comme nous le verrons plus loin, la division des forces catholiques avec la montée de la démocratie chrétienne rendit plus malaisée encore la gestion du journal, surtout lorsque l'évêque penchait pour un assouplissement de la doctrine sociale comme au temps de Mgr Doutreloux.

La lancinante et implacable querelle sur les droits et pouvoirs de l'Eglise fut, nous insistons, à l'origine de nombreux organes de presse en Wallonie. Mais les divergences des conceptions et des attitudes à

8. André CORDEWIENER, *op. cit.*, p. 20.

9. *Ibid.*, p. 26-41.

l'intérieur des deux grandes familles spirituelles diversifièrent les feuilles représentant ces tendances.

A Namur, *L'Eclaireur*, créé le 1^{er} décembre 1852, exposa les idées doctrinaires avec fermeté ; devenu en 1846 le moniteur de l'Association libérale, il pencha en mars 1848 vers le radicalisme. Aussi le gouvernement lui opposa, en décembre 1848, le *Journal de Namur* qui s'affirma « l'organe de l'opinion monarchique constitutionnelle et démocratique » contre son adversaire dont il fait « l'organe de l'opinion républicaine¹⁰ ». Le 30 juin 1851, le *Journal de Namur* disparaissait et, pendant dix ans, les libéraux namurois lurent selon leur goût *L'Eclaireur*, revenu à plus de modération, ou *La Revue de Namur* dont la périodicité (une, deux ou trois fois par semaine) varia de 1846 à 1863. Cette revue fit une critique sévère de la « camarilla doctrinaire » jusqu'à la mort, en 1854, de son fondateur, l'avocat Marchot, qui avait été rédacteur en chef en 1850, à la veille de la Révolution, du journal orangiste *Le Namurois*, et qui n'avait jamais cessé de garder dans son cœur une place pour le souverain des Pays-Bas. Après 1854, *La Revue de Namur* se rapprocha de *L'Eclaireur* pour s'en séparer lorsque des clans divisèrent les libéraux namurois, en 1858, les divergences portant surtout sur la politique scolaire. *L'Eclaireur* disparut en 1865 ; depuis cinq ans, *L'Organe de Namur et de la province*, feuille officielle de l'Association libérale, lui avait fait une rude concurrence.

En avril 1876, *L'Organe de Namur* disparut à son tour pour faire place à *L'Opinion libérale de Namur et de la Province* qui resta trente ans dans les mains de la famille Raikem, qui en était propriétaire, éditeur et imprimeur. En juillet 1907, *La Province de Namur* reprit le flambeau. Entre-temps, des conflits de personnes ou des luttes de tendances avaient entraîné la naissance du *Libéral*, qui vécut de 1867 à 1875, et de *La Lutte*, feuille progressiste qui, de 1889 à 1901, combattit avec vigueur le gouvernement catholique et réclama une radicalisation du programme libéral.

Du côté catholique, à Namur, le contraste est frappant. Les rivalités cédèrent devant le souci de l'unité. Le 6 août 1839 parut le premier numéro de *L'Ami de l'Ordre* qui ne devait disparaître qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale. Fondé par le chanoine Théodore de Montpellier, futur évêque de Liège, *L'Ami de l'Ordre* fut le moniteur de l'évêché et à travers une longue histoire, il défendit l'Eglise romaine et le conservatisme.

10. *Le Journal de Namur et de la Province*, 27 janvier 1849, p. 1, col. 1 et 2, cité par Marie-Louise WARNOTTE, *Etude sur la presse à Namur, 1794-1914*, Louvain-Paris, 1965 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 44), p. 180.

Un hebdomadaire, *Le Courrier de la Sambre*, lancé par quelques jeunes catholiques namurois, ne dura que trois ans, de 1864 à 1867, se limitant à la politique communale, tandis que *L'Echo de Namur et de la province*, quotidien médiocre qui parut de 1873 à 1889, se pré-occupait, lui aussi, essentiellement des affaires locales. Il entretenait avec *L'Ami de l'Ordre* de bonnes relations, comme l'avait fait l'éphémère *Courrier de la Sambre*.

A la fin du siècle, lors de la naissance de la démocratie chrétienne, la hiérarchie fut, à Namur, assez puissante pour empêcher la naissance d'une feuille dissidente, même si *Le Journal de Namur*, bi-hebdomadaire, manifesta pendant quelques années de la sympathie pour le catholicisme social.

A Huy, les divisions libérales sont aussi apparentes, bien que la ville et l'arrondissement soient aux mains des libéraux pendant toute la période censitaire. Le 16 juillet 1848 paraît le *Journal de Huy*, hebdomadaire, bi-hebdomadaire l'année suivante, tri-hebdomadaire en 1851. Il défend le « progrès par l'ordre » et regrette souvent l'apathie du gouvernement libéral trop timide à ses yeux. Il se modère ensuite et se heurte à *L'Organe de Huy*, autre feuille libérale, hebdomadaire dont le premier numéro sort le 23 septembre 1848, puis à la *Gazette de Huy* dont le fondateur est un de ses anciens rédacteurs (6 juillet 1862). Des conflits de personnes et d'intérêts divisent, en effet, les libéraux hutois. Plus tard, les progressistes hutois créeront leur journal, *La Tribune de Huy et de l'arrondissement*, le 7 janvier 1883. Il vivra jusqu'à la fin du siècle.

Un fait assez rare s'était produit en 1877. Le *Journal de Huy* a changé de propriétaire et, comme il l'annonça à ses lecteurs, « il prend rang dans la presse catholique conservatrice ». Les forces catholiques étaient occupées à s'organiser et elles ne disposaient que d'un hebdomadaire, *Le Courrier de Huy*, créé en 1858, de faible influence¹¹.

A Tournai, où les libéraux l'emportèrent jusqu'en 1884, la presse libérale, *L'Economie* et *La Vérité*, répandait les idées doctrinaires. Les progressistes, à Tournai aussi, attaquèrent le parti doctrinaire, « le parti des prérogatives et des personnalités, des privilèges et des intérêts », dans *L'Organe du Tournaisis*, hebdomadaire qui parut de 1886

11. La presse de Huy (1830-1914) a été étudiée par notre élève, M^{me} Christine Joris, dans un mémoire de licence de l'Université de Liège, année académique 1971-1972.

à 1892¹². A partir de 1894, *L'Avenir du Tournaisis* défendit les thèses modérées de l'Association libérale de Tournai.

De l'autre côté de la barrière, le quotidien *Courrier de l'Escaut*, nous l'avons vu, défendit l'unionisme jusqu'à l'extrême limite. Il lutta ensuite avec persévérance au service du catholicisme. Grâce à des améliorations techniques, il gagna en influence, mordant sur ses adversaires. Depuis 1857, une doublure, *Le Belge*, tri-hebdomadaire, et à partir de 1879 une autre, la *Gazette des campagnes*, répandaient ses idées dans les régions rurales¹³. Henri Desclée, ultramontain convaincu, transforma le *Courrier de l'Escaut* et mit en place un comité directeur pour ce journal et les feuilles dérivées, *L'Indicateur de Peruwelz* et *Le Courrier de la Dendre*¹⁴. En 1879, un hebdomadaire, *Le Tournaisien*, renforça le courant catholique.

Dans l'arrondissement de Tournai, la vitalité de la presse cantonale, libérale et catholique, est remarquable. Enfin, le thème de la frontière étant privilégié à ce congrès, il faut mentionner la diffusion de la presse française dans l'arrondissement, *Le Petit Nord* (Lille) et le *Journal de Roubaix*¹⁵.

Dans l'arrondissement voisin d'Ath, la presse est aussi essentiellement politique. Il n'y a point de quotidien, mais les feuilles hebdomadaires, bi- ou tri-hebdomadaires sont au service d'un parti. De 1863 à 1866, l'Association libérale d'Ath a son organe, *L'Alliance*; une circulaire de son comité expose les raisons de cette création : « *L'Alliance*, vous le savez, n'est pas une affaire industrielle, mais une œuvre de propagande libérale, mais une tribune élevée par le libéralisme athois pour développer dans l'arrondissement les doctrines et l'influence libérales, et défendre tout ce qui est Justice, Progrès contre l'arbitraire, les préjugés, l'esprit d'oppression et de caste¹⁶. »

Le principal hebdomadaire libéral, *L'Echo de la Dendre*, créé en 1841, et qui paraît toujours, fut d'abord de tendance radicale. Pendant quinze ans, le bourgmestre Jean-Baptiste Delescluse et le secrétaire communal Henri Marichal y défendirent avec opiniâtreté des idées avancées. Tous les libéraux ne les suivirent pas et, en 1861, les doctrinaires l'emportèrent. Les radicaux, groupés dans la Société libérale, créèrent *l'Union*, au sort éphémère, tandis que *L'Echo de la Dendre* se modérait. Devenu en 1883 l'organe officiel de l'Association libérale de l'arrondis-

12. Jean LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914*, Louvain-Paris, 1958 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 6), p. 31.

13. *Ibid.*, p. 34.

14. J.-P. DELHAYE, *La presse politique d'Ath des origines à 1914*, Louvain-Paris, 1974 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, n° 77), p. 71.

15. *Ibid.*, p. 38.

16. *Ibid.*, p. 3 et 59.

sement d'Ath, il eut encore des velléités progressistes, mais la mort de son éditeur-propriétaire, Jean Mottrie, le 11 septembre 1901, permit aux libéraux athois de réaliser la fusion de *L'Echo de la Dendre* et du *Réveil du Hainaut*, hebdomadaire doctrinaire imprimé à Tournai sur les presses de *L'Avenir du Tournaisis* et répandu dans les campagnes. Le rédacteur en chef du *Réveil du Hainaut* qui disparaissait, occupait la même fonction dans *L'Echo de la Dendre*, rajeuni et toujours propriété de la veuve de Jean Mottrie. La justification de la fusion par le président de l'Association libérale, le docteur Cauchie, mérite d'être reproduite : « La fusion des deux journaux libéraux de l'arrondissement étant actuellement un fait accompli, nous venons vous demander de maintenir à celui des deux organes que nous avons cru devoir conserver, le sympathique attachement que vous avez jusqu'ici témoigné soit au *Réveil du Hainaut*, soit à *L'Echo de la Dendre*. Il nous a paru désirable de réaliser l'unification de nos moyens de propagande par voie de presse parce qu'il en résulte certainement plus d'homogénéité et par conséquent plus d'efficacité dans la direction du parti¹⁷. »

Les catholiques avaient aussi leur presse. Le doyen de Saint-Julien, Picquart, avait créé la *Gazette d'Ath*, hebdomadaire en 1841. Dix ans plus tard, Frédéric de Sécus en changea le titre en *Journal d'Ath*, y prônant un certain unionisme et retrouvant ainsi son siège de député. En 1869, le *Journal d'Ath* devint une doublure du *Courrier de l'Escaut* comme nous l'avons vu. En 1893, le souci de rationalisation amena la disparition du *Courrier de la Dendre*, le groupe Desclée préférant répandre *Le Belge* qualifié par son propriétaire de « plus important des journaux de province » (tri-hebdomadaire).

Nous lasserions le lecteur en poursuivant cette analyse ville par ville à travers la Wallonie, des créations et disparitions des journaux catholiques et libéraux. Partout, on constate, à Mons, à Charleroi, à Nivelles, à Verviers, à Arlon et dans d'autres villes, la naissance de journaux dont la périodicité varie et qui sont essentiellement des instruments de diffusion des doctrines dominantes dans la Belgique censitaire, le libéralisme et le catholicisme, sous les formes diverses du libéralisme progressiste et du libéralisme doctrinaire, du catholicisme constitutionnel et modéré et du catholicisme ultramontain.

L'évolution économique a transformé les conditions de la vie politique dans la Wallonie au XIX^e siècle. L'industrialisation du sillon Sambre-et-Meuse a concentré la population dans les régions où se sont

17. *Echo de la Dendre*, 26 décembre 1901, p. 1, c. 1 et 2, cité par J.-P. DELHAYE, *op. cit.*, p. 63.

développées l'extraction du charbon, la métallurgie du fer et du zinc, la verrerie et de nombreuses industries diverses¹⁸.

Longtemps, la classe ouvrière est restée inorganisée. Sur son sort malheureux, des hommes se penchèrent. La secousse de 1848 donna naissance à des journaux ouvriers. A Liège, le 9 juillet 1848, paraît *L'Ouvrier*, organe des intérêts populaires. Il a pour devise « Liberté, égalité, fraternité ». Il est publié le dimanche et le jeudi et est vendu 5 centimes le numéro. « Tout ouvrier peut participer à la rédaction du journal en se soumettant aux corrections indiquées par le jury chargé par les ouvriers actionnaires de l'examen des articles à insérer. » Lié par contrat à la « Société républicaine », réunissant ouvriers et bourgeois radicaux, il eut un sort agité, malgré un succès initial rapide, un tirage dépassant le millier. Des divergences entre imprimeur et éditeur, des intrigues policières amenèrent en 1849 une curieuse évolution. Et le journal prit finalement pour devise « Ordre et Progrès » le 6 août 1849 et le 27 septembre 1849 il changea son titre et devint *L'Ordre*, journal quotidien, avec la devise « Conservateur par le progrès ».

La scission s'était opérée chez les républicains ; deux sociétés s'étaient formées et le journal publié à partir du 9 novembre 1848 par l'ancien éditeur de *L'Ouvrier*, *Le Travailleur*, organe des intérêts de la classe ouvrière, fut aussi racheté par les autorités en février 1849 pour disparaître le 27 mai.

Une troisième feuille, *Le Peuple*, organe de la démocratie, bi-hebdomadaire, fut créé le 4 février 1849 par le plus énergique des militants républicains, Prosper Esselens, qui devait être arrêté le 19 mai 1849 et condamné à mort en août pour sa participation à une conspiration révolutionnaire, l'affaire du Prado. *Le Peuple* devait cesser de paraître le 30 décembre 1849¹⁹.

L'échec de cette presse ouvrière découragea pour longtemps les hommes convaincus de la nécessité de disposer de journaux à bon marché, rédigés par et pour les ouvriers. C'est dans le grand centre de l'industrie drapière, à Verviers et dans la vallée de la Vesdre, que fut créé, le 1^{er} décembre 1867, *Le Mirabeau*, organe de l'Association des francs-ouvriers. Cette association, à partir du 3 mai 1868, devint la section verviétoise de l'Association internationale des travailleurs.

18. Sur la transformation économique et sociale de la Wallonie au XIX^e siècle, nous renvoyons aux pages 313-368 de notre chapitre « Unification politique, essor économique (1794-1914) » de *l'Histoire de la Wallonie*, Toulouse (Univers de la France et des pays francophones), 1973.

19. R. DEMOULIN, « De la presse radicale aux premiers organes ouvriers », dans *La presse ouvrière, 1819-1850* (Bibliothèque de la Révolution de 1848, tome XXII), Paris, 1966, p. 207-213.

Elle devait jouer un rôle considérable dans le mouvement ouvrier, non seulement dans la région verviétoise, mais dans tout le pays. Aussi *Le Mirabeau* est-il une source capitale tant pour l'histoire de la Première Internationale, de la tendance Bakounine notamment, que pour l'histoire des sociétés de résistance, des sociétés professionnelles et des coopératives et sur les revendications ouvrières comme la réduction de la durée du travail (journée de dix heures en 1871) ou même sur l'organisation de l'enseignement en dehors des heures de travail.

A Liège, de 1869 à 1871, Joseph Demoulin, publiciste et poète passionné par la défense du prolétariat (il avait déjà collaboré à *La Solidarité*, éphémère hebdomadaire de 1854), fut le rédacteur en chef du *Petit Courrier*, journal quotidien de la démocratie militante. La Fédération liégeoise de l'Association internationale des travailleurs, après qu'un quotidien dont l'existence fut brève, *Le Journal du Peuple*, feuille démocratique, eut publié ses communications au début de 1872, posséda son hebdomadaire de 1873 à 1876, *L'Ami du Peuple*, dont la devise était « Tout par le travail et rien sans le travail ». En 1881 parut un journal du dimanche illustré, éphémère, *Le Cataclysme*, à la devise provocante : « Mort aux égoïstes, gorgés des sueurs du peuple ». En 1885, le cercle *Les XV*, groupe socialiste de Liège, édita quelques numéros d'un hebdomadaire, *L'Ami du Peuple*, qui veut lutter contre tous les abus et contre les institutions de crédits, et veut exposer les principes socialistes car l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Dans le Hainaut, le principal journal socialiste fut le *Journal de Charleroi* dont les variations doctrinales furent nombreuses depuis sa création en 1838, sa disparition en 1840, sa renaissance en 1850 et son acquisition en 1852 par la famille Bufquin des Essarts, d'origine parisienne. Il glissa du progressisme au socialisme en 1890 et devint l'organe officiel de la Fédération de Charleroi du Parti ouvrier. Jules Destrée fut son plus brillant collaborateur²⁰. La Fédération socialiste du Borinage a créé en 1904 un journal bi-hebdomadaire, *L'Avenir du Borinage*, qui devint plus tard quotidien. A Tournai, les conditions étaient moins favorables, la « Ligue ouvrière de Tournai » eut en 1891 son hebdomadaire, *L'Égalité* ; il ne vécut qu'un an. En 1896 il reparut et fut imprimé à Tournai puis à Leuze et enfin à Ath en 1907, les associations de Tournai et d'Ath ayant fusionné en 1903²¹. Une feuille électorale hebdomadaire, *La Lumière*, hostile au cartel libéral-socialiste,

20. René CAMPE, Marthe DUMON, Jean-Jacques JESPERS, *Radioscopie de la presse belge*, Verviers, 1975, p. 397.

21. J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op. cit.*, p. 37 et 47 ; J.-P. DELHAYE, *op. cit.*, p. 89-90.

ne vécut que quelques mois en 1907 ; elle ne voulait plus « que les ouvriers servent de tremplin aux bourgeois qui les flattent ²² ».

La naissance du Parti ouvrier belge (1885), la révision de la Constitution et l'instauration du suffrage plural ont renforcé le mouvement socialiste. Cependant, le journal bruxellois *Le Peuple*, moniteur du parti, fut imposé et gêna longtemps l'épanouissement d'une presse régionale socialiste. Il est frappant de constater les difficultés à vivre des hebdomadaires ou des quotidiens socialistes liégeois à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. *Le Socialiste*, organe hebdomadaire de la Fédération liégeoise du Parti ouvrier, dura de 1893 à 1896, *Le Travail*, organe de la section liégeoise du Parti ouvrier belge vécut du 15 juillet 1893 au 23 septembre 1894. *La Tribune liégeoise*, journal politique, syndical, coopératif et mutualiste, paraissant le samedi, dura du 1^{er} octobre 1898 à la fin décembre 1902, après avoir, en octobre 1900, changé son titre en *La Tribune*, organe socialiste républicain paraissant le samedi. Le 6 octobre 1900, Léon Troclet avait fondé *Le Combat*, organe de la démocratie socialiste du pays de Liège, paraissant le samedi. Mais *Le Combat* n'acheva pas l'année 1903. Des hommes soucieux de la formation politique des ouvriers créèrent en 1900 *Le Réveil des Travailleurs*, journal d'émancipation populaire, mais ils renoncèrent en 1902.

La publication d'un hebdomadaire étant déjà si difficile, il n'est pas étonnant que la tentative de lancer un quotidien socialiste à Liège ne fut pas couronnée d'un long succès. Le 12 septembre 1903 paraît le premier numéro de *La Wallonie*, organe officiel des Fédérations régionales de Liège, de Verviers, de Huy et de Waremme du Parti ouvrier. Dès novembre, la *Wallonie* ne paraît plus qu'une fois par semaine et elle disparaît en 1906 ²³.

A l'occasion des luttes électorales, des feuilles éphémères sont répandues dans le public. Certaines survivent aux campagnes : ainsi à Huy, *Le Travailleur* est devenu l'organe hebdomadaire de la Fédération hutoise du Parti ouvrier en 1894, et il est imprimé sur les presses de l'Imprimerie coopérative.

Les syndicats ont publié aussi des journaux, ainsi le Syndicat des employés socialistes de la ville de Liège publie un mensuel, *Le Ralliement*, de 1900 à 1906, et en 1907 paraît *Le Réveil des métallurgistes*, organe de la Fédération syndicale des métallurgistes de la province de Liège. Les coopératives eurent aussi leur presse, mentionnons dans

22. J.-P. DELHAYE, *op. cit.*, p. 112.

23. Paul GÉRIN et Marie-Louise WARNOTTE, *op. cit.*, p. 21, 32, 33, 50, 51 et aux titres des journaux dans le *Répertoire*.

une ville où le socialisme perça difficilement, *L'Espérance*, journal mensuel des membres coopérateurs de la coopérative ouvrière socialiste de Namur (1906).

La démocratie chrétienne, qui trouva en Wallonie des adeptes fervents, eut aussi sa presse. L'existence en fut aussi tourmentée que celle de la presse socialiste régionale. A Liège, où un foyer doctrinal fut animé par l'abbé Pottier et par l'historien Godefroi Kurth, parut le 9 octobre 1892 *Le Bien du Peuple*, dont la périodicité varia à cause des difficultés financières traversées et qui disparut en 1900. L'évêque de Liège, Mgr Doutreloux, ouvert aux tendances nouvelles, favorisa les premiers pas de *La Dépêche*, journal quotidien qu'un avocat généreux, Charles de Ponthière, fit vivre du 13 février 1901 jusqu'à la guerre. A Verviers, de 1892 à 1895, l'hebdomadaire *Le Démocrate* défendit avec âpreté les idées démocrates-chrétiennes, mais l'hostilité du curé doyen de la ville et des milieux conservateurs causa sa perte.

Dans le Hainaut parurent aussi des quotidiens de tendance démocrate-chrétienne, *Le Pays wallon* à Charleroi depuis 1891, la *Gazette du Centre* à La Louvière depuis 1893, *Le Progrès* à Mons en 1911²⁴.

Le Pays wallon, fait rare dans le monde catholique, insiste lors du lancement du journal sur la spécificité de la communauté wallonne. La même langue, la même origine, la même condition de vie, le même milieu industriel distinguent les Wallons qui ont une cause commune à défendre. Le mouvement politique wallon a pris naissance à la fin du XIX^e siècle devant la montée des revendications flamandes. Le mouvement ne fut jamais assez puissant pour permettre la publication d'un grand journal quotidien de défense de la Wallonie. Des revues littéraires, artistiques et folkloriques, qui jouèrent un rôle important dans la prise de conscience wallonne, eurent plus de succès : *La Wallonie* d'Albert Mockel (1886-1892), *Wallonia* (1893-1914) d'Oscar Colson, *Sambre et Meuse*, fondée à Namur le 11 août 1912 par un avocat libéral François Bovesse ou le *Roman Pays de Brabant*, créé à Nivelles en 1913 par l'avocat Paul Collet.

Des publications périodiques politiques des défenseurs de la Wallonie eurent un sort difficile. *L'Ame wallonne*, journal wallon de combat, bi-hebdomadaire puis hebdomadaire, fut publié à Liège du 1^{er} janvier 1898 au 7 septembre 1900 sous le patronage de la Ligue wallonne de Liège. Près de dix ans plus tard, cette ligue publiera le *Moniteur*

24. Sur la presse démocrate-chrétienne en Wallonie et à Bruxelles paraîtra prochainement une étude de M. Paul Gérin dans les Cahiers du Centre inter-universitaire d'histoire contemporaine.

officiel du mouvement wallon qui vivra trois ans. Le 14 novembre 1907 paraissait *Le Réveil wallon*, hebdomadaire, dont un des rédacteurs, Hector Chainaye, docteur en droit de l'Université de Liège, était rédacteur du journal bruxellois radical *La Réforme*, l'autre, l'avocat liégeois Emile Jennissen. Le but du *Réveil wallon* était « d'exposer, justifier et défendre le programme élaboré dans les congrès wallons de Liège 1905 et de Bruxelles 1906 ». Il dura six mois...

Fait significatif, c'est à Bruxelles et non en Wallonie que se publie, de 1905 à 1912, l'hebdomadaire *L'Action wallonne* au sous-titre révélateur « Pour la défense des intérêts matériels et moraux de la race wallonne », et c'est aussi à Bruxelles qu'Hector Chainaye fonda, en 1910, *La Lutte wallonne* qu'il anima jusqu'à sa mort en 1913.

Après le Congrès wallon de 1912 et la constitution de l'Assemblée wallonne, un bulletin mensuel, *La Défense wallonne*, parut de janvier 1913 à juillet 1914.

*
**

L'histoire de la presse en Wallonie de 1830 à 1914 est en étroite relation avec l'évolution politique du pays. Les journaux naissent de la volonté obstinée d'hommes convaincus de la valeur éminente des idées qu'ils professent, mais ces hommes, livrés à eux-mêmes, n'auraient pas réussi à réunir les capitaux même modestes, nécessaires à leur entreprise. Ils se sont appuyés sur des associations politiques qui ont aidé au lancement de journaux dont la périodicité varie souvent avec le succès rencontré. Les deux grandes forces politiques qui luttent pour la maîtrise du pouvoir en Belgique sont de puissance inégale en Wallonie ; les résultats électoraux sont révélateurs, à cet égard, les libéraux dominant dans les provinces de Liège et du Hainaut, les plus importantes. L'Eglise a lutté pour s'opposer à la diffusion d'une presse libérale solidement implantée. La hiérarchie a joué un rôle considérable dans la vie de la presse catholique, rappelons simplement l'action de Mgr Van Bommel, de Mgr Doutreloux, de Mgr Rutten à Liège, les relations constantes entre les évêques de Namur et *L'Ami de l'Ordre*, les liens entre les évêques de Tournai et le *Courrier de l'Escaut*.

La franc-maçonnerie a soutenu avec ténacité la naissance de nombreux journaux. Il suffit de parcourir les documents publiés par M^{lle} Els Witte et M. Fernand Borné pour être convaincu de l'attention jamais relâchée accordée à la presse par les dirigeants des différentes loges de Wallonie et il s'en trouvait de très agissantes dans plusieurs villes²⁵.

25. Els WITTE et Fernand V. BORNE, *Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIX^e siècle, 1830-1855*, Louvain-Paris, 1973 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine n° 69), voir l'Index des périodiques cités à la page 805.

La transformation économique de la Wallonie a été extraordinaire au XIX^e siècle. Elle a assuré le passage progressif de la domination politique de la noblesse à celle de la bourgeoisie. Celle-ci a ensuite été menacée dans sa suprématie par la montée des forces populaires. La presse socialiste et la presse démocrate chrétienne ont diffusé les revendications ouvrières et les programmes de ceux qui voulaient transformer une société dont elles dénonçaient les vices. Mais la propagande par la presse est coûteuse et nombre de tentatives échouèrent. La publicité se détournait de journaux considérés comme révolutionnaires, dangereux ou hostiles aux intérêts de ceux qui détenaient les capitaux.

L'accroissement du tirage aurait pu améliorer des situations financières difficiles. Il fallut l'augmentation du salaire réel pour permettre à l'ouvrier certains débours. Le développement de l'instruction était aussi une condition nécessaire à la diffusion d'une presse populaire et l'instruction ne fut déclarée obligatoire qu'en 1914...

Cependant, les éditeurs de journaux ont très tôt déployé de nombreux efforts pour lancer une presse à bas prix sous forme de doublures ou de succédanés. Rappelons les initiatives de Joseph Demarteau en 1848 à Liège, celles du *Journal de Liège* dix ans plus tard pour lutter contre *La Meuse*, en créant des Courriers locaux, *Courrier de la Vesdre*, *Courrier de Visé*, *Courrier de Seraing*, etc.²⁶ ou celles de Desclée à Tournai en lançant *Le Belge*.

Ainsi se pose le problème capital des relations entre la presse de Wallonie et la presse bruxelloise. Dans quelle mesure les bourgeois catholiques de Namur et de Liège préféraient-ils *L'Ami de l'Ordre* ou la *Gazette de Liège* au *Journal de Bruxelles*, ou les bourgeois libéraux de Tournai se satisfaisaient-ils de *La Vérité* de Bara et ceux de Huy de la *Gazette de Huy*, les libéraux arlonais s'abonnaient-ils seulement à *l'Echo du Luxembourg* de Victor Tesch et les catholiques de la même ville à *La Voix du Luxembourg* d'Eugène Moressée, brillant polémiste, et plus tard à *l'Avenir du Luxembourg* où Fernand Neuray, un grand journaliste, fit ses débuts ? Problème auquel il n'est pas possible de répondre sans avoir accès aux archives des journaux. Quelques chiffres nous éclairent cependant sur l'importance de cette presse, le *Courrier de la Meuse* avait 1 351 abonnés en 1830, chiffre élevé pour l'époque et ils n'étaient pas tous Liégeois, le tirage de la *Gazette de Liège* atteignait 20 000 en 1914, *La Meuse* était passée de 1 000 numéros en 1856 à 14 000 en 1914. La diffusion était essentiellement régionale. Cette presse d'opinion donnait une large place à l'information locale, ce qui lui attirait les faveurs de ses lecteurs.

26. Gaston BRAIVE, *op. cit.*, p. 423.

Nous n'avons pas insisté sur l'évolution technique de la presse en Wallonie, ses propriétaires ont suivi les grandes transformations de l'imprimerie avec plus ou moins de rapidité, en fonction de leurs moyens financiers. L'histoire de *La Meuse* de Denise Lambrette est précieuse à cet égard. Quant à la collecte de capitaux et à la vie commerciale des journaux, nous sommes moins bien renseignés. Des familles ont gardé longtemps la direction et souvent la propriété de journaux. Rappelons les Desoer, propriétaires du *Journal de Liège* jusqu'en 1893, les Demarteau, maîtres de la *Gazette de Liège* comme les de Thier le sont de *La Meuse* ou les Desclée du *Courrier de l'Escaut*. Pendant un demi-siècle, les Douxfils possédèrent *L'Ami de l'Ordre* à Namur ; depuis 1874, les Willems possèdent le *Journal d'Aubel*, feuille régionale importante à la frontière linguistique avec les régions d'expression flamande et allemande²⁷. La ferveur des convictions plus que l'attrait de l'argent ont poussé, pendant tant de décennies, aux quatre coins de la Wallonie, les membres de ces dynasties à lutter pour la survie de leur entreprise.

Au terme de cette étude, il faut conclure en insistant sur les liens inextricables qui unissent en Wallonie, au XIX^e siècle, le monde de la presse et le monde politique. Pour faire leur histoire, il est vain de les séparer.

27. Claude FLUCHARD, *Le « Journal d'Aubel » et l'imprimerie de presse A. Willems*, mémoire de licence, Université de Liège, année académique 1967-1968.



